



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

Appel de la Commission exécutive fédérale des 28 et 29 janvier 2014

**Dans l'action et dans les manifestations
pour imposer d'autres choix et changer de cap !**

« Ce ne sont pas les rois et les généraux qui font l'histoire mais les masses populaires » disait Nelson Mandela. Aujourd'hui beaucoup de forces sont à l'œuvre pour détourner les peuples des décisions afin de les pousser à la résignation, au défaitisme, au repli sur soi...

En France, l'année 2013 aura effectivement été l'année de la désillusion pour beaucoup. Suite à l'alternance de 2012 il n'y a pas eu le changement de cap tant attendu ... Fermetures d'entreprises et chômage à taux record, rigueur salariale, hausse du coût de la vie, répression sur les militants syndicaux, réformes régressives et réduction des politiques publiques se poursuivent ne laissant que peu de perspectives pour une majorité de citoyens.

Pour autant, les luttes sociales, n'ont pas faibli et la CGT recueille toujours une grande confiance chez les salariés et reste la première organisation syndicale représentative.

Dans la fonction publique, nos mobilisations ont permis notamment le maintien du calcul sur les six derniers mois pour la retraite des fonctionnaires, l'abrogation du jour de carence, l'abandon du décret sur la réorientation professionnelle et des mesures catégorielles notamment pour la catégorie C, même si celles-ci restent insuffisantes.

L'adversité n'aura donc pas eu raison de notre détermination, de quoi nous donner assez de courage et d'espoir pour affronter cette nouvelle année qui débute sous d'inquiétants auspices.

En effet le pacte de responsabilité du gouvernement nous enfonce encore plus dans le cadre contraint de l'austérité avec en corollaire la baisse accrue des dépenses publiques.

- poursuite de l'allègement du soit disant « coût du travail » avec le crédit d'impôt compétitivité et la fin d'ici 2017 du prélèvement des cotisations familiales correspondant à un cadeau supplémentaire de 30 milliards d'euros pour les entrepreneurs
- planification et modernisation de la fiscalité sur les sociétés avec une diminution du nombre de taxes
- simplification des normes et des procédures notamment au détriment de l'environnement.

Tout cela sans contrepartie précise en terme de créations d'emploi et sans contraintes particulières pour les bénéficiaires de ces mesures.

La réduction des dépenses publiques à hauteur de 15 milliards d'euros pour 2014 et 50 milliards de plus de 2015 à 2017 entraînerait une dégradation accrue des missions de services publics et la remise en cause de notre système de protection sociale et de retraite.

Cela se traduirait aussi par des mesures qui sans le dire détricoteraient les garanties liées aux statuts, au travers notamment du renforcement de l'individualisation de la rémunération (généralisation des primes au mérite, poursuite du gel du point d'indice, blocage des carrières, ...).

Dans le cadre de la MAP et de l'acte III de décentralisation, ce serait aussi la poursuite des restructurations et mutualisations de services, des abandons et privatisations de missions ainsi que la création de « maisons de l'Etat » et de « maisons de services publics » avec une dégradation des conditions de travail pour les personnels.

Aujourd'hui pour le MEDDE et le METL c'est par exemple :

- l'arrêt de l'ATESAT et de l'ADS laissant plus de 4000 agents sans perspectives ni garanties et renvoyant les collectivités aux cabinets privés.

- l'annonce de nouvelles privatisations de routes dans le cadre d'un plan de relance autoroutier faisant une fois de plus la part belle aux sociétés concessionnaires avec à la clé le transfert d'agents au privé.

- la tentative de libéralisation de la navigation aérienne avec le projet ciel unique 2+ et la fermeture de la moitié des centres de Météo-France.

- les fusions de services aboutissant à la création d'établissements et agences (CEREMA, AFB...) sans les moyens humains et budgétaires nécessaires pour accomplir correctement les missions.

- la dégradation de la gestion des personnels .

Pour la CGT, l'austérité n'est pas la clé de la reprise. Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d'euros pour les investissements, les emplois et les salaires. Aujourd'hui ce qui pèse sur l'économie ce n'est pas le travail mais le coût du capital et le productivisme qui nuit à l'environnement. C'est donc bien d'une autre répartition des richesses dont nous avons besoin.

Dans ce contexte, la construction de la journée d'action nationale interprofessionnelle du 6 février, initiée par la CGT, doit permettre la mobilisation d'un maximum de salariés pour peser et obliger le gouvernement à revoir sa copie. Car si la pression repose une fois de plus sur la population, les grands groupes et les financiers bénéficient d'un nouveau chèque en blanc de la part du gouvernement.

C'est pourquoi, la Fédération nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT s'est inscrite dans le processus de mobilisation initié par la CGT. Elle invite toutes ses composantes à faire remonter les initiatives programmées pour mobiliser dans l'unité la plus large tous les personnels le 06 février dans les services et dans les manifestations interprofessionnelles pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale et le service public.

Elle appelle également toutes les composantes à préparer activement la journée nationale d'action du 11 février dans les DIR contre la privatisation des routes, pour une maîtrise publique du réseau routier national et pour une prise en compte de la pénibilité.

Montreuil, le 29 janvier 2014